



Situation économique et financière de la Syrie

11 mai 2006

© MINEFI – DGTPE

Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001

Une économie en pleine mutation

Sources : FMI et Bureau des Statistiques syrien

	2004	2005
PIB en Mds USD	22,3	26,2
Croissance réelle du PIB (%)	3,1	3,8
Investissement (%PIB)	24,1	23,9
Épargne (%PIB)	26,1	24,1
Inflation (%PIB)	4,6	10

Population et activité

Population syrienne 2005 (M d'hab.)	18,4
Croissance démo. (%)	2,45
Part de la pop. -15 ans (%)	39,5
Population active (M d'hab.)	4,9
Chômage (%)	11,1
- chômage hommes	8,4
- chômage femmes	22
- chômage jeunes	19,8

Répartition de l'emploi (en M de travailleurs)

Employeur public	1,2
Employeur privé	1,6
Secteur informel	1,7

L'ouverture de la Syrie sur l'extérieur est encore très récente puisqu'elle date peu ou prou de l'arrivée au pouvoir du Président Bachar El Assad en 2000. La période précédente (1960-2000) avait été marquée par une économie socialiste, nationalisée, résolument tournée vers une production autarcique visant l'autosuffisance. Depuis 2000, et surtout depuis 2003, grâce à un programme soutenu de réformes notamment financière, le paysage économique a beaucoup changé, mais le décollage du pays tarde, même si la croissance suit une courbe ascendante et remonte graduellement de 1,3 % en 2002 à 3,8% en 2005. Le PIB s'élèverait à 26,2 Mds USD en 2005 (20,3 Mds USD en 2002) et le PIB par habitant (1308 USD).

Où en est l'économie syrienne début 2006 ? Au début d'une profonde mutation non exempte de risques, qui s'est d'abord effectuée lentement, mais sûrement, puis récemment, qui s'est emballée de manière plus anarchique en réaction positive aux attaques extérieures : retrait du Liban qui a fait progresser la bancarisation et l'ouverture du commerce extérieur, sanctions américaines qui ont stimulé l'investissement interne et l'assainissement des circuits de financements, et afflux des capitaux arabes venus aider le pays à sortir de son isolement.

La marche vers « l'économie sociale de marché » s'est donc subitement accélérée au deuxième semestre 2005 versus marché, mais pas vraiment versus social, car la sortie d'un système de prix administrés et de subventionnement par des hausses successives sans compenser par des redistributions monétaires personnalisées ne peut se faire qu'avec l'appauvrissement des plus défavorisés. Des prémisses de fracture sociale existent, d'autant que l'inflation s'est aggravée ces deux dernières années après avoir été contenue aux alentours de 3%, elle atteindrait 10 à 14 %.

Mais les chiffres globaux autorisent l'optimisme sur le court terme : la situation budgétaire, économique, monétaire s'est assainie, les investissements se multiplient, le tourisme ne s'est jamais si bien porté...

Bref, l'économie syrienne marche plutôt bien, les opportunités sont nombreuses, et les maîtres mots du pays sont investir, construire, mais surtout et ce qui fait encore défaut, dans des secteurs à très forte valeur ajoutée. Car la Syrie n'a plus le temps pour affronter deux défis majeurs : une pyramide

des âges déséquilibrée, très jeune, et une structure budgétaire bientôt exsangue côté recettes.

Balance commerciale

Les exportations sont sur une tendance baissière, mais la proportion des exportations non pétrolières est en forte hausse (28% en 2003 contre 37% en 2005).

L'économie syrienne est marquée par sa forte dépendance aux exportations d'hydrocarbures, manne en voie d'épuisement. En 2004, le secteur pétrolier a représenté 30% du PIB, 70 % des exportations et 50% des recettes budgétaires, mais la production a baissé de 3,5%/an sur 2003-2004. Les réserves s'épuiseraient vers 2020 au rythme actuel de production et sans nouveaux investissements d'ampleur, et le pays, qui n'est pas encore préparé à cette « révolution » pétrolière, deviendrait importateur net d'hydrocarbures en 2010.

Malgré la fermeté des cours du pétrole en 2004 et 2005, la balance commerciale qui était largement bénéficiaire est devenue déficitaire en 2004 de 1,2 Md USD. Les chiffres du 1^{er} semestre 2005 indiquent que l'on devrait connaître un déficit du même ordre. La détérioration des comptes extérieurs provient essentiellement du fléchissement des exportations de pétrole et produits dérivés (-8%) et de la forte hausse des importations (+29%), un indice du dynamisme du secteur privé, responsable des ¾ des achats à l'extérieur.

Le secteur agricole garde une place importante dans l'économie syrienne (entre autre blé, coton, cultures maraîchères, fruits...) malgré ses performances erratiques. Il peut participer jusqu'à 30% au PIB et emploie plus du tiers de la population active. Il reste évidemment fragile, ses performances étant liées aux aléas climatiques mais est exportateur net les bonnes années (2003, 2004, 2005).

Cependant, le secteur privé, même s'il a bénéficié de la récente libéralisation des échanges (baisse de nombreux tarifs douaniers en 2004 et 2005), ne connaît pas l'expansion attendue, les réformes de simplification administrative tardant à se mettre en place et les difficultés d'accès au crédit restent d'actualité (malgré la présence de 7 banques privées en 2005).

De plus, l'Etat, encore très présent dans l'industrie et la commercialisation de certains produits (céréales, coton, engrais, alcool, produits pharmaceutiques), n'incite pas le secteur privé à engager de lourds investissements même si de nombreux secteurs sont maintenant ouverts à la concurrence (eau minérale, production de lait, fonderies, papier, ...).

Avec des flux d'IDE entrants oscillant entre 160 M USD (2003) et 275 M USD (2004), la Syrie n'est pas encore, loin s'en faut, une destination privilégiée des investissements étrangers dans la région, malgré une législation (loi n°10 de 1991 revue en 2001) généreuse sur le plan fiscal. Le contexte régional et le manque de visibilité sur le moyen terme a entravé la prospection puis l'engagement de certains projets. Il semblerait que l'horizon économique se soit éclairci en 2005 puisque la France a réalisé ses deux premiers investissements non pétroliers avec ALTADIS pour 5 M EUR, et les Fromageries BEL pour 13, et que le gouvernement syrien annonce des chiffres en croissance : 1 Md EUR en 2003, 3,1 en 2004 et 5,8 en 2005.

La politique de réforme menée par l'équipe économique du gouvernement

La prise de conscience récente de la baisse inéluctable des recettes pétrolières et douanières a poussé le gouvernement à accélérer le train des réformes pour atteindre la croissance d'équilibre de plein emploi, évaluée à 7%, et développer les potentialités des secteurs clés de l'économie afin de prendre le relais pour financer le budget de l'Etat. La pièce maîtresse du gouvernement vient d'être adoptée avec le vote du Xème plan le dimanche 7 mai 2006, soit quatre mois après le début de sa mise en œuvre théorique.

Politique budgétaire 2005 et projection 2006

Le budget 2006 est celui de la première année du 10^{ème} plan 2006-2010, mais

Budget 2006

Le montant des dépenses courantes de 3,40 Mds EUR n'a augmenté que de 9,1% contre 20,4% en 2005 et les opérations d'investissement après la chute brutale de 17,5% en 2005 se maintiennent avec une enveloppe de 2,8 Mds EUR (hausse de 8,33%). Le déficit prévisionnel est maintenu à 4,4% du PIB contre 4,5% en exécution 2004 et 2005 selon le Ministre des Finances.

surtout celui du virage d'une politique économiste dirigiste à une politique indicative. Le modèle de transition choisi au dernier Congrès du parti BAAS en juin 2005 est celui d'une « économie sociale de marché ». Les principaux axes prévus sont la disparition progressive des monopoles publics pour favoriser la concurrence positive des investissements privés dans des secteurs vitaux, notamment d'infrastructures, un développement mieux équilibré du pays au profit des gouvernorats les plus défavorisés, la création d'« un filet social », la lutte contre la corruption dans l'administration et l'amélioration du niveau de vie des citoyens.

Après plusieurs années de politique keynésienne expansionniste artificielle, la Syrie a adopté depuis 2005 un budget de rigueur pour limiter les déficits.

Le budget 2005 avait été clôturé avec un déficit moindre que prévu 0,74 Mds EUR au lieu des 1,5 Mds prévus, contre 2,1 Mrds en 2004. L'évolution en 2006 devrait suivre la même courbe avec un déficit prévisionnel de 0,85 Mds EUR, soit 4,4 %, du PNB. Hors pétrole, le déficit atteindrait 3,43 Mds EUR, soit 17,7 % du PNB, déficit qui reflète la fragilité structurelle des ressources budgétaires du pays.

Réformes structurelles en cours pour permettre une meilleure performance de l'économie syrienne:

- la **modernisation du Ministère des finances** : rénovation de la fiscalité des entreprises et des particuliers (baisse des taux mais pas encore de réforme de la collecte de la fiscalité directe) ; réforme de la Direction générale des Douanes (réorganisation des services, informatisation, adoption de la nomenclature européenne et baisse de nombreuses barrières tarifaires) ; mise en place progressive d'une TVA (prévue pour 2008), passage à une comptabilité publique en partie double, nouvelle loi organique pour l'élaboration de la loi de finance, mise en place d'un pilotage par objectifs du secteur public productif...

- la réforme du **secteur bancaire et financier** pour permettre un véritable financement de l'activité économique par les banques syriennes : établissement de sept banques privées depuis janvier 2004, premières compagnies d'assurances privées, trois banques islamiques et ouverture de la bourse prévues d'ici l'automne 2006, réflexions sur la création d'un marché interbancaire et d'un marché monétaire, réforme de la Banque centrale et du secteur public bancaire, unification des taux de change, changement de la monnaie pivot envisagé...

- le **toiletage et la mise à jour de tout le corpus juridico-financier** : code de commerce, code maritime, droit de la propriété industrielle et commerciale, code des douanes, code du travail, droit de la concurrence...

- la **réforme du secteur productif public** : recapitalisation des entreprises publiques bénéficiaires, lancement d'appels d'offres pour la participation du secteur privé domestique ou étranger à la rénovation de l'outil productif public dans des secteurs encore fermés très récemment (cimenterie, papier, raffineries...)

Ces réformes sont autant de briques encore un peu anarchiques dans un processus de modernisation graduel du pays, qui doivent être complétées de mesures fondamentales comme la libéralisation complète des changes et des importations, dont le régime procédurier actuel reste un frein à l'investissement et à la demande interne (malgré quelques timides ouvertures réalisées sur certaines catégories de matières premières); de nouvelles formes de garanties ou un véritable marché monétaire pour permettre le refinancement du secteur bancaire privé et un accès normal au crédit

(inefficacité actuelle des hypothèques, par exemple); résoudre les problèmes de l'inertie d'une administration procédurière, et du manque de transparence de l'information...

Principaux chiffres de l'économie syrienne

Répartition géographique de la PIB, activités et échanges commerciaux population (en M d'hab.)

Damas	1,6
Damas et sa banlieue	3,2
Alep	2,6
Homs	0,83
Lattaquié	0,45

Répartition de la population milieu urbain, milieu rural (en M. d'hab.)

urbains	9,7
ruraux	8,4

Balance des paiements

	2004		2005	
	% PIB	Mds USD	% PIB	Mds USD
Exportations de B&S hors pétrole	17,8	4,2	18,8	4,9
Importations de B&S hors pétrole	30,5	7,2	30,4	8,0
Solde des échanges B&S hors pétrole	-12,7	-3,0	-11,6	-3,1
Solde des échanges pétroliers	9,3	2,2	6,9	1,8
Solde courant	1,9	0,5	0,2	0,1
IDE (flux)	1,2	0,3	0,9	0,2

Répartition sectorielle de la richesse

PIB : 26,2 Mds USD (2005) Dont :	Agriculture 30%
	Industrie / Mines 30%
	Services 40%

Principaux partenaires commerciaux (2004)

<i>Clients</i>		<i>Fournisseurs</i>	
Italie	24%	Ukraine	8%
France	19%	Chine	7%
Irak	10%	Russie	5%
Turquie	7%	Arabie Saoudite	4,7%
Arabie Saoudite	6,5%	Turquie	4,3%
Espagne	3,8%	Etats-Unis	4,3%

Principaux postes commerciaux (2004)

<i>Exportations</i>		<i>Importations</i>	
Hydrocarbures	68%	Produits chimiques	17%
Coton et blé mou	6,5%	Aciers et matériaux métalliques	16,5%
Animaux vivants	5,4%	Equipements électriques, électroniques et mécaniques	16,5%
Textile hors coton	4%	Matériel de transport	9,3%
Fruits et légumes	3,7%	Textile	6,9%
		Produits agroalimentaires	6,6%

Sources: FMI, Banque Centrale et Bureau des statistiques syrien

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique de DAMAS (adresser les demandes à damas@missioneco.org).

Clause de non-responsabilité

La ME s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.



Auteur :

Mission Économique
Adresse : Rawda - Rue Zouheir Bin Abi Soulma
BP 2629
DAMAS
SYRIE
Rédigée par : Anaïs MOTTE / Sylvie STUREL
Revue par : Sylvie STUREL

Version originelle 6 juin 2002